

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIKA FRANCE

Zone Industrielle de l'Europe
BP 111
76220 Gournay-En-Bray

Références : UDRD-2026-04-T-142
Code AIOT : 0005801071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement SIKA FRANCE implanté Zone Industrielle de l'Europe BP 111 76220 Gournay-en-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu pour objectif de recueillir la réalisation de la plateforme de stockage autorisée par un courrier d'acte du 27 juin 2025. L'inspection a également profité de cette visite pour faire un point sur deux autres projets évoqués par l'exploitant au cours de l'année 2025. Enfin, cette visite a été l'occasion pour l'inspection de vérifier la disponibilité des différents moyens présents sur site pour l'extinction en cas d'incendie, dans le cadre d'une opération régionale de contrôle sur cette thématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIKA FRANCE
- Zone Industrielle de l'Europe BP 111 76220 Gournay-en-Bray

- Code AIOT : 0005801071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIKA FRANCE exploite sur la commune de GOURNAY-EN-BRAY des installations de fabrication de produits chimiques pour le bâtiment : mortiers prêts à l'emploi, adjuvants pour les mortiers et bétons (conditionnés et en vrac), systèmes d'étanchéité, revêtements de sol. La société opère également une activité de type logistique : réception et stockage temporaire de produits finis avant expédition chez les clients. Les activités sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral cadre du 30/03/2022. L'établissement est notamment classé sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entreposage de matières combustibles) et au titre de la rubrique 2515 (broyage, concassage... de pierres, cailloux, minéraux...).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Affaissement de la voirie	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.8.8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Réseau de poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.9.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
11	Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.7	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des conditions d'exploitations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 1.4.1	Sans objet
2	Plate-forme de stockage	Lettre du 27/06/2025, article 6.5	Sans objet
3	Plan d'urgence	Arrêté Préfectoral du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		30/03/2022, article 6.8.2	
4	Réseau d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.8.9	Sans objet
7	Plan des moyens incendies	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.8.3	Sans objet
8	Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
9	Disponibilité du sprinklage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
10	Registre, tests et contrôles des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater lors de la visite la réalisation de la première phase de la nouvelle plateforme de stockage avec notamment l'implantation de la structure modulaire. L'exploitant a également fait part de ses avancées concernant deux autres projets menés sur son site : REUT (réutilisation des eaux) et l'agrandissement d'un chais d'adjuvants.

Ensuite, le contrôle des moyens en eau d'extinction incendie présents sur le site soulève trois demandes de la part de l'inspection :

- L'exploitant transmettra sous un mois à l'inspection le plan des réseaux en mode "dégradé" pour la deuxième phase de travaux qui doivent être menés sur les berges de l'Epte et susceptibles d'engendrer un effacement partiel des réseaux.
- L'exploitant justifiera sous 2 mois à l'inspection qu'il a fait réaliser sur le réseau maillé de poteaux une mesure en simultané afin de s'assurer que deux poteaux incendie peuvent être utilisés en débit simultané pour produire chacun 60 m³/h sous une pression de 1 bar.
- L'exploitant justifiera sous 2 mois à l'inspection qu'il a fait réaliser sur le réseau non maillé d'eau de ville une mesure avec surpresseur afin de s'assurer que les poteaux sont en capacité de délivrer un débit > 60m³/h.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de mettre les stockages en IBC le long des bâtiments 34, 45, 46 et 63 sur des rétentions et ce, de façon à pouvoir recueillir les matières répandues accidentellement sous trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploitations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Chais d'adjuvants
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation dans le cadre des dispositions prévues par l'article R. 512-46-23.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection lors de la visite deux projets en cours de réalisation sur son site : <ul style="list-style-type: none">• Le projet REUT : L'exploitant qui réutilisait déjà les eaux de rinçage après traitement par évapo-concentrateur a informé l'inspection en juillet 2025 de son souhait d'installer un nouveau système de réutilisation des eaux sanitaires. En ce sens, il avait transmis des premiers éléments du projet « station OWATEC ». Celle-ci vise donc à recycler 100 % des eaux sanitaires du site afin de pouvoir les réutiliser en eau de process pour la fabrication des adjuvants pour le béton. Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis un porter à connaissance pour ce projet avec les informations complémentaires. Toutefois, l'inspection a pu constater que le projet était déjà construit et est en phase de test par l'exploitant. Ainsi, les eaux usées sanitaires seront traitées directement sur le site au lieu d'être envoyées sur la station d'épuration urbaine (STEU) Véolia de Gournay-en-Bray. Le fonctionnement est le suivant : les eaux usées sanitaires du site qui représentent environ 6 m ³ /j sont acheminées dans une cuve de stockage « Tank 1 » de 40 m ³ sur la station de traitement. Le système de traitement qui comporte aération, flottation, filtre à sable et filtre à charbon/UV est entièrement installé dans le conteneur, qui lui-même, est installé sur rétention. L'eau recyclée est ensuite stockée dans une cuve (avec alerte niveaumétrie) et sera uniquement dédiée au process industriel. Les boues issues du traitement sont quant à elles stockées dans une cuve de stockage (10 m ³) et seront évacuées par camions par l'entreprise Maillot (évacuation estimée à une fois tous les deux mois). Le fonctionnement du système de traitement est conditionné à la présence d'un technicien dédié de 8h à 16h, les jours de la semaine. En l'absence du technicien, les eaux sanitaires sont stockées dans la cuve Tank 1 qui peut stocker théoriquement plusieurs jours. Une alerte niveaumétrie s'enclenche lorsque le taux de remplissage de la cuve atteint 80 %, une alarme visuelle se déclenche alors et permet au technicien d'évacuer si nécessaire les eaux sanitaires vers la STEU de Gournay-en-Bray, selon les modalités actuelles de fonctionnement. En effet, l'exploitant a conservé sa convention à la STEU et peut, par la manœuvre d'une vanne, décider de transférer les eaux sanitaires vers la STEU ou de les traiter sur place. En cas d'absence de technicien, l'alarme visuelle (gyrophare sur le conteneur) sera visible par le gardien lors des tournées effectuées en nuit notamment. Si celui-ci ne peut traiter l'alerte seul, le gardien contactera le technicien d'astreinte qui sera formé pour répondre à celle-ci. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le système de traitement reposait sur une rétention de 84 m ³ , soit une rétention suffisante au regard des 70 m ³ à contenir. De plus, la possibilité pour l'exploitant à tout moment de transférer ces eaux sanitaires directement vers la STEU de Gournay-

en-Bray doit lui permettre de limiter les risques d'incident en cas de panne/dysfonctionnement de l'installation.

La STEU de Gournay en Bray a été prévenue des possibles fluctuations de flux engendrées par ce projet. Ces fluctuations ne semblent pas impacter son fonctionnement selon l'exploitant.

- Le projet augmentation du stockage de chais :

L'exploitant avait remis à l'inspection une preuve de dépôt en date du 17 juillet 2025 relative à une déclaration afin d'étendre son chais d'adjuvants pour béton. La création de 12 cuves en aluminium d'un gabarit similaire à celles existantes, sur rétention, devait permettre de limiter le recours au stockage épars de ces produits dans des IBC.

Questionné le jour de la visite sur le projet, l'exploitant indique qu'il étend actuellement son chais d'adjuvants avec l'installation de 9 cuves en aluminium de 26 m³. La construction de ce chais vise ainsi à éviter l'entreposage et le stockage de 234 m³ de ces mêmes adjuvants dans des IBC. Ce projet ne vient pas modifier de rubrique ICPE. Les adjuvants stockés seront du même type que ceux stockés dans les IBC et chais déjà existants. Aucune modification de la quantité stockée n'est prévue, seul leur conditionnement change. L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) des 4 principaux adjuvants stockés. L'exploitant a indiqué qu'aucun des adjuvants qui seront entreposés ne seront inflammables, ce qui a pu être vérifié en parcourant les FDS. La rétention sur laquelle reposent les chais est de 305 m³, et donc suffisamment dimensionnée au besoin. L'exploitant a également transmis la procédure décrivant les opérations à réaliser avant de vidanger les eaux pluviales collectées dans la rétention. Conformément à l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral, un contrôle visuel ainsi qu'un contrôle de pH devra être effectué avant toute manipulation de la vanne. Les résultats de ce contrôle seront inscrits dans un registre de suivi. En cas de résultat conforme, l'eau sera évacuée via le réseau pluvial après passage dans un déshuileur/débourbeur puis rejetée par les différents émissaires.

Dans le cas contraire, un échantillon sera envoyé au laboratoire afin que soient mesurés les paramètres pH, DCO, MES et Hydrocarbures. La rétention sera vidée et nettoyée. Les effluents collectés seront transférés en IBC pour être soit recyclés dans le système de traitement de l'eau soit envoyés en destruction comme déchet, en fonction des teneurs mesurées.

Le jour de la visite, la rétention était en place et les cuves étaient en train d'être installées.

Par le présent rapport, nous prenons acte de ces modifications notables lesquelles ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas d'être portées à la connaissance du public au regard des critères d'évaluation définis dans les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plate-forme de stockage

Référence réglementaire : Lettre du 27/06/2025, article 6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

L'implantation de la structure modulaire permettra ensuite d'accueillir sur une surface de 1000 m² jusqu'à 1500 palettes de mortier posées à même le sol et empilées sur 3 niveaux. La toiture sera en structure souple et la façade et les pignons seront composés d'une structure métallique. Le volume de cette structure sera de 6000 m³.

Une armoire électrique et son raccordement au départ du poste du bâtiment 44 sont également prévus. Enfin, la structure modulaire sera intégrée dans la boucle de détection incendie ESSER.

<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 27 juin 2025, l'inspection des installations classées avait pris acte d'un projet de création de plateforme de stockage de matières inertes suite à un porter à connaissance transmis par l'exploitant.</p> <p>L'inspection a pu constater que la phase 1 a été réalisée avec notamment la construction de la dalle béton et l'implantation sur celle-ci de la structure modulaire sur une surface de 1 000 m². L'exploitant a indiqué que la structure modulaire était désormais intégrée dans la boucle de détection incendie ESSER. A l'intérieur de la structure, l'exploitant a commencé l'entreposage de matière inerte en deux îlots séparés par une allée centrale. Les conditions de stockages prévues dans le courrier d'acte pris le 27 juin 2025 sont respectées.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué que la phase 2 du projet qui doit permettre la création d'une plateforme de stockage en enrobé sur le reste du terrain doit commencer à partir de juin 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, P.O.I</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.) par le préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre, à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I.</p> <p>Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel (y compris les entreprises sous-traitantes ou présentes sur le site), les populations et l'environnement.</p> <p>Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. est disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; • cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'organisation de tests périodiques du P.O.I. a minima tous les trois ans ; ◦ la formation du personnel intervenant ; ◦ l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ; ◦ l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites ; ◦ la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage) ;

- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de plan d'opération interne. Celui-ci, lui est transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

Le plan d'opération interne mis à jour est transmis en deux exemplaires à l'inspection des installations classées. Un exemplaire est transmis au SIRACED-PC.

Les commissions représentatives du personnel prévues par le code du travail sont consultées par l'industriel sur la teneur du plan d'opération interne. L'avis du comité est transmis au préfet.

Le plan d'opération interne est mis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Les modifications notables successives du plan d'opération interne sont soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion.

En tout état de cause, l'exploitant justifie à l'inspection des installations classées, selon l'échéancier mentionné au titre 8, de la mise à jour du plan d'opération interne.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il avait mis à jour son Plan d'Opération Interne (P.O.I) en décembre 2025 et qu'il était prêt à l'envoyer selon les modalités transmises par l'inspection (à savoir un exemplaire pour le préfet, un pour les services de secours et un à destination de l'inspection des installations classées).

Néanmoins, l'inspection a également demandé à l'exploitant d'intégrer dans son POI, les nouveaux aménagements en cours de réalisation sur son site si nécessaire (création de la plateforme, extension des chais).

Pour rappel, le P.O.I doit être mis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants et au minimum tous les 5 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

L'exploitant transmettra sous quinze jours le P.O.I finalisé selon les modalités indiquées par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réseau d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.8.9
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau d'eau incendie
Prescription contrôlée : <p>Le besoin hydraulique nécessaire pour l'extinction d'un incendie est de 330 m³/h.</p> <p>Le réseau interne réparti sur l'ensemble du site est constitué de 14 poteaux incendie sur le réseau bouclé, maillé et sectionnable alimenté par une réserve interne (réserve A) d'un volume de 500 m³ réalimentable. L'établissement dispose d'au moins deux groupes de pompes indépendants pour l'alimentation du réseau d'eau d'incendie, de 72 m³/h à 15 bars. Deux poteaux incendie peuvent être utilisés en débit simultané pour produire chacun 60 m³/h sous une pression de 1 bar. Une aire de mise en station de 4 mètres par 8 mètres est positionnée au niveau de chaque poteau incendie. Les poteaux incendie surpressés sont repérables et peints en jaune.</p> <p>Le site peut utiliser la réserve extérieure communale (réserve B) de la zone industrielle de 500 m³. L'établissement dispose également de 3 poteaux incendie internes piqués sur le réseau non maillé d'eau de ville.</p> <p>Les réseaux d'eau incendie et les poteaux incendie sont situés en dehors des flux thermiques (ou les poteaux incendie ne sont pas exposés à un flux supérieur à 3 kW/m²). Les poteaux incendie sont correctement signalés.</p> <p>En complément, l'exploitant dispose d'une aire d'aspiration dans l'Epte, localisée à proximité du bassin de confinement n°70 qui est opérationnelle en toutes circonstances et réservée aux engins de secours. Cette aire d'aspiration doit pouvoir fournir, en toute circonstance, un débit minimal de 120 m³/h pendant deux heures sous une pression de 1 bar. Elle dispose d'une aire de 4 mètres par 8 mètres pour permettre le stationnement d'un engin capable de pomper 120 m³/h ainsi que d'une aire de retournement. L'aire est correctement signalisée.</p> <p>L'ensemble des moyens de lutte susvisés sont réceptionnés par le SDIS76.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que le site disposait bien de la réserve A d'un volume de 500 m³, servant à alimenter le réseau interne constitué des 14 poteaux incendies. Le réseau est alimenté par défaut par cette réserve au moyen d'une pompe fixe installée dans un local spécifique à proximité de ce bassin et affichant un débit de 120 m³/h.</p> <p>En revanche, et contrairement à ce qui est indiqué dans l'arrêté préfectoral du 30/03/2022, la réserve extérieure communale (réserve B) n'affiche plus 500 m³ mais uniquement 360 m³ selon l'exploitant. Ce changement daterait d'un an avant la visite et ferait suite à des travaux de réfection du fond du bassin, l'exploitant l'aurait découvert au cours d'une discussion avec le SDIS. Par ailleurs, en cas de défaillance et/ou impossibilité de la pompe fixe, l'exploitant indique pouvoir alimenter le réseau de poteaux avec ce réservoir au moyen d'une pompe mobile de 120 m³/h.</p> <p>L'établissement dispose également de 3 poteaux incendie internes piqués sur le réseau non maillé d'eau de ville. L'exploitant a indiqué qu'il pouvait utiliser une motopompe afin de les surpresser.</p> <p>L'exploitant dispose aussi d'une aire d'aspiration dans l'Epte, carrossable et accessible pour les engins de secours, réceptionnée par le SDIS le 31/07/2024.</p>

Par ailleurs, le site peut également compter sur une réserve souple de 240 m³ supplémentaire réceptionnée par le SDIS le 31/07/2024. L'inspection a pu constater que la réserve disposait de deux raccords et l'exploitant a indiqué que l'installation d'un deuxième raccord lui permettait d'assurer un débit de 120 m³/h.

Ainsi, les moyens décrits dans l'arrêté préfectoral sont tous présents à l'exception de la réserve communale qui a fait l'objet d'une diminution de son volume (-140 m³). Néanmoins, cela n'empêche pas l'exploitant de détenir sur son site suffisamment d'eau pour délivrer un débit de 330 m³/h pendant deux heures en tant qu'il dispose d'une ressource totale de 660 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Affaissement de la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.8.8

Thème(s) : Risques accidentels, Affaissement de la voirie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/11/2025

Prescription contrôlée :

L'accès des engins de secours est rendu possible par l'aménagement, à partir de la voie publique, d'une voie carrossable, [...].

Constats :

Les moyens en eau présentés lors du point précédent sont ceux présents lors d'une situation « normale ».

Aussi, l'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral du 19 décembre 2023 à réaliser des travaux de renforcement des berges de l'Epte qui supportent la voirie du site endommagée sur un linéaire de 173 mètres au droit des parcelles AD0109 et AD0111. Il a réalisé la première phase des travaux entre le 1^{er} juin et le 31 octobre 2025, tel que prescrit par l'arrêté. La réalisation de ces travaux a nécessité un effacement temporaire de certains réseaux. La phase 2 qui doit permettre l'enrochement d'une seconde section doit se dérouler du 1^{er} juin au 31 octobre 2026.

Un mode « dégradé » avec un effacement temporaire de certains réseaux va donc de nouveau avoir lieu pendant cette deuxième phase de travaux.

L'exploitant transmettra à l'inspection le plan des réseaux en mode "dégradé" pour cette deuxième phase de travaux de manière à identifier quels moyens restent disponibles et de vérifier que les moyens seront suffisants pour assurer un débit de 330 m³/h tel que prescrit dans l'arrêté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<u>Demande n°1 :</u> L'exploitant transmettra à l'inspection le plan des réseaux en mode "dégradé" pour cette deuxième phase de travaux <u>sous un mois</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 6 : Réseau de poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de poteaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 23/02/2025
Prescription contrôlée : Les installations font l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaires afin de garantir leur efficacité et fiabilité. Il convient de s'assurer de leur bon fonctionnement. Toutes les vérifications concernant les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (ressources en eau, [...]) [...] doivent faire l'objet, à travers des consignes: <ul style="list-style-type: none"> - d'une planification de contrôle; - d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes: date/nature des vérifications, personne/organisme en charge de la vérification et motif de la vérification (vérification périodique ou suite à un accident); - d'une classification des procès-verbaux de contrôle, qui précise, notamment les équipements et asservissements contrôlés, les dysfonctionnements mis à jour et les réparations effectuées. Les opérations d'entretien ou de remplacement, découlant éventuellement des contrôles, seront programmés dans des délais liés à l'important de l'équipement et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Le site dispose de 17 poteaux incendie : <ul style="list-style-type: none"> -14 poteaux incendie sur le réseau bouclé, maillé et sectionnable alimenté par une réserve interne (réserve A), ils sont identifiés au moyen d'une lettre -3 poteaux incendie internes piqués sur le réseau non maillé d'eau de ville, ils sont identifiés au moyen d'un chiffre. Un premier contrôle en date du 24/04/2025 réalisé sans surpresseur indique qu'aucun des 17 poteaux n'est conforme sur le site car aucun n'est capable de distribuer un débit > 60 m³/h. Cependant, l'exploitant a transmis les rapports de vérification en date du 24/04/2025 et du 12/08/2025 des débits des 14 poteaux incendies du réseau maillé avec surpresseur. Il s'avère alors

que les 14 poteaux incendies sont déclarés conformes sur les deux contrôles et délivrent chacun un débit à 1 bar > 60 m³/h.

En revanche, ces poteaux n'ont pas été testés simultanément, ce qui ne permet pas de vérifier qu'un débit minimal de 60 m³/h est délivré sur chacun des poteaux lorsque 2 poteaux sont utilisés ensemble.

De plus, les 3 poteaux incendie internes piqués sur le réseau non maillé d'eau de ville n'ont pas été testés avec surpresseur ce qui ne permet pas de statuer sur leur conformité ou non.

Sur le terrain, l'inspection a constaté que les poteaux étaient signalisés et accessibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2:

L'exploitant justifiera sous 2 mois à l'inspection qu'il a fait réaliser sur le réseau maillé de poteaux une mesure en simultané afin de s'assurer que deux poteaux incendie peuvent être utilisés en débit simultané pour produire chacun 60 m³/h sous une pression de 1 bar.

Demande n°3 :

L'exploitant justifiera sous 2 mois à l'inspection qu'il a fait réaliser sur le réseau non maillé d'eau de ville une mesure avec surpresseur afin de s'assurer que les poteaux sont en capacité de délivrer un débit > 60 m³/h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Plan des moyens incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition du Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, au niveau des accès de l'installation et sous format informatique et papier (A3), une fiche d'intervention rapide en entreprise (FIRE) devant notamment permettre au secours : <ul style="list-style-type: none">• de se repérer sur le site et de repérer les différents bâtiments ;• d'avoir une vision sur les différents points d'eau disponibles ;• d'identifier les locaux à risques ainsi que les moyens d'extinction particuliers (eau, mousse, poudre) ;• de connaître la présence d'amiante dans les locaux.
Constats : L'exploitant dispose d'une fiche FIRE et indique qu'il l'a transmise au Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime. En revanche, celle-ci n'a pas fait l'objet d'une validation par ces mêmes services.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. « L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : La réserve A est alimentée par l'eau de la ville et un système avec flotteur permettant de s'assurer du remplissage de la réserve. La réserve B peut être alimentée soit par le réseau d'adduction d'eau potable, soit par un réservoir externe au site. Là encore un système de flotteur permet de s'assurer du remplissage de la réserve. Les deux réserves semblaient remplies le jour de la visite. L'exploitant a également indiqué que les bassins des réserves font l'objet d'un nettoyage régulier.

<p>La réserve souple qui affiche un volume de 240 m³ peut être alimentée via les poteaux incendie à proximité. Aucun moyen ne permet de vérifier qu'il y a bien 240 m³ dans celle-ci, mais elle semblait remplie lors de la visite.</p> <p>Pour la réserve A, l'exploitant a indiqué qu'il disposait de deux prises (en haut de bassin et en bas) afin d'alimenter le réseau de poteaux incendies, ce qui peut lui permettre de changer de prise si une d'entre elle est bouchée.</p> <p>Pour la réserve B, l'exploitant a indiqué qu'un nouveau dispositif fixe d'aspiration avait été mis en place à la demande du SDIS.</p> <p>Pour la réserve souple, l'inspection a pu constater qu'il y avait deux raccords pour se brancher à cette réserve. Les deux raccords étaient en prise directe et disposaient d'une chaussette anti-gel. L'inspection a pu constater de la bonne signalisation mentionnant l'interdiction d'entreposage et de stationnement.</p> <p>L'aire d'aspiration a fait l'objet d'une réception par le SDIS en date du 31/07/2024. Sur le terrain, l'inspection a pu également constater de la bonne signalisation mentionnant l'interdiction de stationnement. L'exploitant a indiqué qu'à la demande du SDIS, cette aire ne comportait pas de dispositif/poteau d'aspiration, ceux-ci préférant utiliser leur propre matériel.</p> <p>La pomperie fixe fait l'objet d'une maintenance régulière par l'exploitant. Celui-ci a transmis postérieurement à la visite le planning de manipulation des bornes incendie et matériels ESI. L'exploitant y indique également mettre en route la motopompe fixe à 17 reprises dans l'année. Par ailleurs, il a été transmis un rapport de maintenance en date du 31/03/2025 de la pompe fixe et de la pompe mobile de 120 m³/h mentionnant « test de fonctionnement ok ». Sur le terrain, l'inspection a demandé à l'exploitant de démarrer la pompe fixe, suite au démarrage de celle-ci, le réseau s'est mis en pression (5 bars).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Disponibilité du sprinklage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité du sprinklage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de sprinklage sur ce site. Néanmoins, celui-ci réfléchit à en installer sur les bâtiments 31 à 34.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Registre, tests et contrôles des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Registre, tests et contrôles des moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a transmis un compte rendu d'exercice P.O.I qu'il a réalisé avec la caserne de Gournay-en-Bray et celle de la Feuillie pendant la phase 1 des travaux. Un exercice similaire doit être réalisé lors de la prochaine phase des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure à égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients <i>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à :</i> <ul style="list-style-type: none">• la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres ;• soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est manœuvrable et maintenu fermé. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que des IBC stockés notamment le long des bâtiments 45, 46 et 34 et 63 ne sont pas installés sur rétention. Or, certains produits comportent les pictogrammes SGH07 : dangereux pour la santé et SGH08 : effets graves sur la santé. L'exploitant, interrogé sur la raison de l'absence de rétention, indique qu'il dispose en lieu et place d'une rétention d'une plaque d'obturation de manière à empêcher l'écoulement du produit par les émissaires.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis la procédure d'utilisation de cette plaque à l'inspection, et a précisé que ces produits ne sont pas classés sous les rubriques ICPE 4510 et 4511 (dangereux pour l'environnement).

Cependant, un écoulement lors d'un épisode de pluie ou hors des heures ouvrées pourrait être plus difficile à détecter pour l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Demande n°4 :**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre les stockages d'IBC sur rétention et ce de façon à pouvoir recueillir les matières répandues accidentellement sous trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois